

Agroalimentaire. Qui croque la PAC ?



Tereos (4,5 milliards de chiffre d'affaires) s'est félicité du retour des néonicotinoïdes, ce pesticide tueur d'abeilles répandu sur les betteraves sucrières. La multinationale fait partie des mieux lotis. © Philippe Montigny/Fotoreso

[L'Humanité](#), 30 janvier 2021

DÉCRYPTAGE : À qui profite la politique agricole commune (PAC) ? À quoi doit-elle servir ? Selon la plateforme *Pour une autre PAC*, la subvention d'une agriculture toujours plus industrielle engraisse les plus gros et laisse les paysans sur le carreau. Portrait de 5 géants français qui engloutissent plus que leur part sur les 9 milliards annuels de crédits européens.

Dans le numérique, il y avait déjà les Gafam (Google, Amazon, Facebook, Appel et Microsoft). Désormais, l'agro-industrie a ses Basta. Derrière cet acronyme, il y a Bigard, Avril, Savéol, Tereos et Agrial, leurs gros profits, leur gros cheptel et leur grosse capacité à (sur)produire et exporter. Le concept a été inventé par la plateforme *Pour une autre PAC*, un regroupement de 44 organisations de producteurs, de consommateurs et de défense du bien-être animal.

« Ce sont les vrais gagnants du système. Ils n'ont aucun intérêt à ce que ça change », explique Mathieu Courgeau, éleveur laitier en Vendée et président de *Pour une autre PAC*. Pour la plateforme, c'est donc une manière de souligner tout ce qui ne va pas dans cette politique européenne. Mais aussi de peser sur la position du gouvernement français. Le 7 avril, le ministre de l'Agriculture doit présenter son plan national stratégique, « ce sont les grandes orientations de la politique agricole commune au niveau national », précise Aurélie Catallo, coordinatrice de la plateforme. Où doivent aller les 9 milliards d'euros annuels de la PAC ?

Sûrement pas chez les Basta, ces géants qui ont poussé à l'ombre de la politique agricole commune.

BIGARD. Des gros élevages et de tout petits prix

C'est le géant incontesté de la viande. Dans son portefeuille, la marque Charal. Le premier transformateur français de viande de bœuf et de porc, au chiffre d'affaires de 4,1 milliards d'euros en 2017, « incarne à la fois l'industrialisation de l'élevage, mais aussi la captation des aides qui sont versées aux producteurs selon leur nombre d'animaux. Il en tient compte dans le prix d'achat imposé aux éleveurs », explique Mathieu Courgeau.

Bigard, qui travaille avec un éleveur bovin français sur deux, fait pression sur les prix et mise sur les aides publiques pour compléter le manque à gagner des éleveurs contraints de vendre leur viande à perte...

Si les aides de la PAC destinées aux producteurs de bovins ont augmenté ces dix dernières années, leurs revenus, eux, ont baissé. C'est parce qu'au milieu il y a Bigard, qui fait pression sur les prix et mise sur les subventions publiques pour compléter le manque à gagner des éleveurs contraints de vendre leur viande à perte...

Il faut dire que la force de frappe du groupe est massive : le géant fondé en 1968 travaille avec un éleveur bovin français sur deux (90 700 personnes) et transforme plus de 950 000 tonnes de viande par an. Il s'en sert largement pour freiner toute amélioration de la rémunération des paysans. Son PDG, Jean-Paul Bigard, se hisse à la 157^e place des plus grandes fortunes de France, quand le revenu mensuel moyen des éleveurs plafonne à 1 100 euros.

AVRIL. Du colza pour votre voiture

Une des pieuvres de l'agroalimentaire : quand Avril arrive quelque part, il prend toute la filière, de l'amont à l'aval. Il intervient de la production à la transformation d'oléoprotéagineux (colza, tournesol, pois, féverole, lupin), mais aussi dans la nutrition, les énergies et la chimie « verte ». Ses marques squattent les gondoles des supermarchés : il y a les huiles Lesieur ou Puget, les œufs Matines ou encore le carburant Diester et l'alimentation animale Sanders. Le géant au chiffre d'affaires de 5,8 milliards d'euros en 2019 est « symptomatique de cette PAC qui soutient l'agrandissement des fermes et la production énergétique au détriment de la souveraineté alimentaire », pointe Aurélie Catallo.

Sur les 2 millions d'hectares de culture en colza et tournesol en France, Avril en transforme 48 %.

Avril bénéficie indirectement des aides les plus massives de la PAC : les paiements découplés, attribués selon le nombre d'hectares d'une ferme. « Sur les 2 millions d'hectares de culture en colza et tournesol en France, Avril en transforme 48 %, ce qui correspond à environ 130,4 millions d'euros d'aides annuelles pour les productions collectées et transformées par le groupe », rappelle Pour une autre PAC. Au passage, les paiements à l'hectare sont aveugles à ce qui pousse sur les terres : du blé pour nourrir les hommes ou du colza comme biocarburant...

SAVÉOL. Des tomates toute l'année

La tomate hors-sol en barquettes toute l'année au supermarché, c'est Savéol. La marque phare de la Coopérative maraîchère de l'Ouest fournit 15 % de la production nationale de tomates et encaisse plus de 204 millions d'euros de chiffre d'affaires. « C'est le symbole d'une PAC qui soutient une agriculture polluante, déconnectée des saisons. » Les tomates produites en serres chauffées en Bretagne émettent 12 fois plus de gaz à effet de serre que leurs congénères en plein air. Mais, qu'importe, la coopérative a touché directement 6,7 millions d'euros de la PAC en 2019, au titre de son statut d'organisation de producteurs. Cette généreuse aide fait de Savéol « l'heureux bénéficiaire de la deuxième plus grande aide de la PAC allouée sur l'année, tous types de mesures confondus », pointe Pour une autre PAC.

TEREOS. Du sucre mais pas d'abeilles

Avec les marques Béghin Say ou La Perruche, la coopérative s'est hissée au rang de deuxième sucrier mondial. « Via Tereos, l'argent public de la PAC soutient la perte de la biodiversité et la dépendance des paysans à l'agrochimie », explique Aurélie Catallo. Ses centaines de filiales se sont éloignées de ses paysans adhérents alors que 75 % de sa production va à l'export. « Elle fait partie des acteurs mettant à mal l'autonomie des paysans, incitant à des systèmes agricoles ayant recours aux intrants », pointe encore la plateforme.

Forcément, Tereos s'est félicité du retour des semences enrobées de néonicotinoïdes, ces insecticides tueurs d'abeilles réautorisés début octobre en France pour cause de jaunisse de la betterave transmise par un puceron qui attaque la plante. La décision a été prise pour permettre aux producteurs de ne pas plonger économiquement, alors que les quotas qui leur assuraient un prix rémunérateur ont été supprimés fin 2017. Du côté de Tereos, tout va bien, son chiffre d'affaires de 2020 grimpe à 4,5 milliards d'euros. Année après année, il reste l'un des plus gros bénéficiaires de la PAC, 178 millions d'euros en 2010, 128,31 millions d'euros en 2011. En 2018, la coopérative a encore empoché 45 millions d'aides.

AGRIAL. Du fromage pour le monde entier

Derrière le fromage de chèvre Soignon, le cidre Loïc Raison, Elle et Vire, le Pavé d'Affinois ou les yaourts Danao, se cache Agrial, la première coopérative agricole française. En 2019, elle a touché 5 millions d'euros de la PAC. La même chose en 2018. Pour en faire quoi ? « Soutenir la surproduction à des fins d'exportations et au détriment de l'agriculture des pays du Sud », explique Aurélie Catallo. Agrial exporte déjà 25 % de ses productions. « La stratégie de la coopérative vise à atteindre 50 % à l'horizon 2025 », souligne la plateforme.

Agrial exporte déjà 25 % de ses productions, la stratégie de la coopérative vise à atteindre 50 % à l'horizon 2025.

La grosse coop capte aussi les aides couplées allouées aux éleveurs laitiers adhérents. Pour les chèvres par exemple, en 2017, les éleveurs ont touché 14 millions d'euros, répartis en près de 5 000 bénéficiaires, dont 600 sont adhérents d'Agrial. « Ces derniers ont donc touché un minimum de 1,7 million qu'Agrial a pu prendre en compte dans le calcul du prix payé à ses éleveurs », dévoile Pour une autre PAC. Au détriment des plus petites fermes, autonomes.

Par [Pia de Quatrebarbes](#)